

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 02/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/02/2024

Contexte et constats

Publié sur 

GIMA

41 AVENUE BLAISE PASCAL
BP 60223
60000 Beauvais

Références : IC-R/101/24-AC
Code AIOT : 0005100886

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement GIMA implanté 41 avenue Blaise PASCAL BP 60223 60000 Beauvais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été menée de manière réactive suite à un incident survenu sur le site dans la nuit du 27 au 28 février 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIMA
- 41 avenue Blaise PASCAL BP 60223 60000 Beauvais
- Code AIOT : 0005100886
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement GIMA réalise des activités de conception, fabrication et d'assemblage de transmissions destinées aux tracteurs agricoles.

Les activités de la société GIMA sont autorisées et réglementées par arrêté préfectoral du 22 juillet 2008 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 décembre 2017.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incident fuite d'acétylène	Arrêté Préfectoral du 22/07/2008, article 2.9.8	Demande d'action corrective	15 jours
2	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 22/07/2008, article 2.7.5	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que lors de cet incident, le personnel du site a réagi de manière à préserver les personnes et les biens.

Il a cependant été relevé trois points nécessitant une action corrective de la part de l'exploitant dans les délais fixés par le présent rapport :

- l'affichage des boutons d'urgence ;
- la formation du personnel ;
- la rédaction et la transmission d'un rapport d'incident.

En cas d'absence d'action corrective dans les délais fixés, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à la signature de Madame la Préfète.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident fuite d'acétylène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2008, article 2.9.8
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
Prescription contrôlée : Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté et tout accident ou incident survenant sur le site devra être immédiatement porté à la connaissance de l'inspection des installations classées et du Préfet par les moyens de communication adaptés (téléphone, fax, mail,...). Un rapport d'accident ou d'incident portant sur les causes, les conséquences sur les personnes et l'environnement, les dispositions prises, etc... devra être transmis à l'inspection des installations classées et au Préfet dans la quinzaine suivant l'événement.